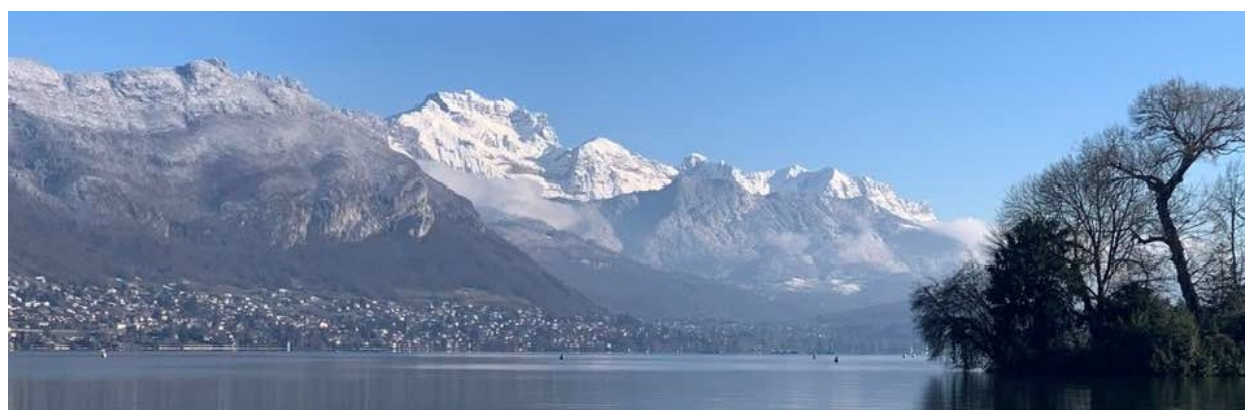


Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités  
de la Haute-Savoie



# BILAN D'ACTIVITÉ 2023



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
de l'Emploi, du Travail  
et des Solidarités**

## Édito

Notre pays vit une transformation profonde : l'explosion du numérique, de l'intelligence artificielle, la rareté et la fragilité des ressources, le nouveau rapport au travail, les nouveaux modes de consommation et de déplacements, sont autant de bouleversements qui impactent nos métiers du soutien à la population.

L'application de la réglementation du travail dans un environnement professionnel en profonde mutation est un exercice complexe auquel s'emploient les équipes de l'inspection du travail, sur le terrain et auprès des salariés les plus exposés.

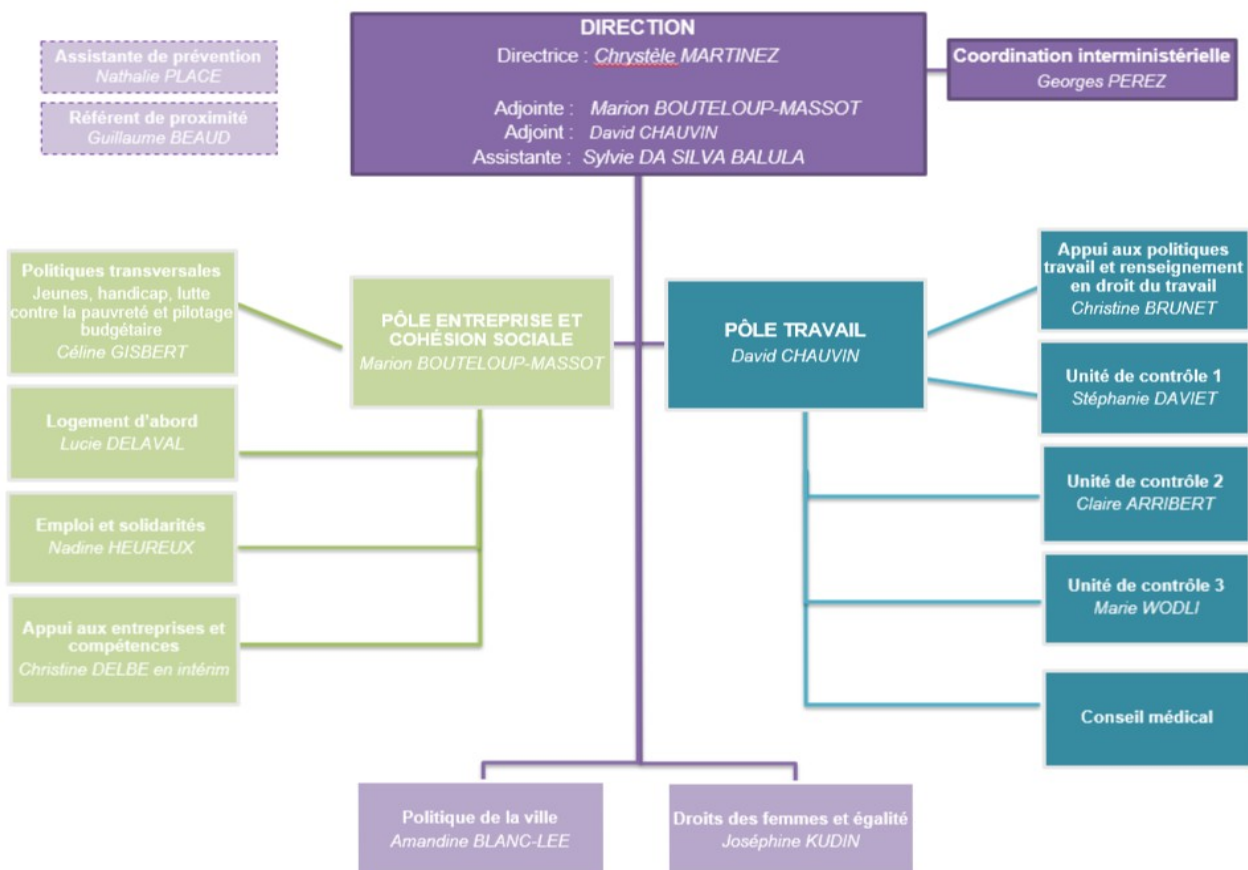
La crise du logement, observée depuis plusieurs années en Haute Savoie, a désormais pris une dimension nationale. Les tensions géopolitiques et les conflits armés, couplés au réchauffement climatique ont augmenté les phénomènes migratoires et la demande d'hébergement d'urgence, quand le niveau de l'offre a eu tendance à se raréfier.

L'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi, la fuite des compétences vers la Suisse et les écarts de richesses au sein de la population fragilisent certains équilibres sociaux qu'il nous faut rétablir.

Dans ce département à la fois économiquement porteur et socialement sensible, l'État mobilise des moyens importants. Au-delà des chiffres, ce bilan 2023 est le reflet de l'activité de la DDETS et de tous les agents qui la composent, pleinement engagés dans leurs missions au service des valeurs portées par nos ministères sociaux : le soutien aux populations les plus fragiles, aux entreprises et à leurs salariés. Je vous en souhaite bonne lecture.

Chrystèle MARTINEZ  
Directrice de la DDETS 74

## Organigramme



# Les missions de la DDETS

La DDETS assure le déploiement de politiques publiques du travail, d'insertion sociale, d'intégration, de développement de l'emploi, d'accès aux droits, d'accès et de maintien dans le logement.

Elle met en œuvre en Haute-Savoie les priorités nationales suivantes : stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, plan Logement d'abord, politique de résorption des bidonvilles, politique d'asile et d'intégration des étrangers primo-arrivants dont la stratégie nationale d'accueil et d'intégration des réfugiés, plan d'investissement dans les compétences, égalité professionnelle et prévention des accidents de travail.

La DDETS porte une vision globale sur des parcours d'accompagnement adaptés, pour faciliter la levée des freins à l'accès et au maintien dans l'emploi ainsi qu'à l'accès et au maintien dans le logement.

Elle travaille à la convergence de l'offre et de la demande d'emploi, en cohérence avec les besoins du territoire et des publics.

Elle participe au développement de l'emploi et des compétences, soutient le développement et la performance sociale et économique, accompagne le développement d'un dialogue social de qualité.

Elle met en œuvre les politiques relatives au travail, et notamment celles concernant l'amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail, ainsi que les missions d'inspection du travail.

## La DDETS accompagne :

- Les personnes vulnérables et les personnes les plus éloignées de l'emploi, en assurant une prise en charge spécifique et adaptée, en inspectant et contrôlant les actions menées en ce sens.
- Les salariés, en assurant l'application des dispositions légales et conventionnelles relatives aux conditions de travail et d'emploi par de l'information, du contrôle et du conseil technique aux employeurs et salariés.
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.



# Le logement d'abord

## Renouvellement du Schéma Départemental de la Domiciliation (SDD)

La domiciliation, qui permet de fournir une adresse aux personnes sans domicile stable concerne 4600 personnes en Haute-Savoie.

L'année 2023 a été l'occasion pour la DDETS de réunir au sein de groupes de travail les partenaires de la domiciliation (CCAS, associations agréées). Ces échanges ont permis la **réécriture d'un nouveau SDD** orienté autour de 3 axes clés :

- **Faciliter la mise en œuvre de la domiciliation** et en organiser le suivi
- **Échanger sur les pratiques**
- **Orienter et accompagner** les ménages domiciliés

## Réforme départementale de l'intermédiation locative (IML)

Dans la poursuite d'une stratégie de développement de dispositifs d'accès au logement, la DDETS a soutenu en 2023 :

- L'augmentation du parc de logement en IML (+11 places)
- L'augmentation du nombre d'opérateurs portant des mesures d'accompagnement en IML
- La mise en place de dispositifs d'accompagnement renforcés (IML+) et le soutien auprès d'expérimentations innovantes (colocation)
- Une revalorisation des forfaits financés sur l'IML

## Le Plan Départemental pour l'Accès au Logement et à l'Hébergement des Publics Défavorisés (PDALHPD)

Le PDALHPD de Haute Savoie couvrant la période 2021-2025 a été évalué à mi-parcours par la commission régionale pour l'hébergement et l'accès au logement (CHAL) fin 2023.

Les partenaires du logement et de l'hébergement de Haute-Savoie ont reçu les félicitations des instances régionales pour la qualité des actions conduites en faveur des publics en difficulté d'accès au logement.

## L'hébergement

- **2 comités stratégiques SIAO** présidés par le Préfet
- **Augmentation des salaires** des professionnels du social (revalorisation du point d'indice).
- **1046 places d'hébergement**, dont 732 places d'hébergement d'urgence
- **197 places de pension de famille et 255 places d'intermédiation locative (+ 4,5 % entre 2022 et 2023)**
- **8 places supplémentaires : Femmes Victimes de Violence**
- **2 sessions de formation sur la santé mentale au profit des gestionnaires de pensions de famille**

## L'accès et le maintien dans le logement

- **33 079 demandeurs de logement social** (+ 13,61 % par rapport à 2022), pour **5 009 attributions** (-3,78 % par rapport à 2022)
- **2 378 recours** au titre du Droit au Logement Opposable (DALO) ou à l'Hébergement Opposable (DAHO)
- **402 ménages reconnus DALO/DAHO**, 303 en attente d'un logement
- **231 ménages expulsés.**
- **161 ménages suivis sur la prévention des expulsions locatives** et 17 ménages relogés/hébergés

## Les moyens financiers

- Augmentation de 8 % des moyens dédiés entre 2022 et 2023.
- **19,7M€** alloués au profit d'associations du secteur de l'hébergement et du logement accompagné, soit + de 500 actes réalisés par le service AHI sur l'année, dont :
  - **13M€** pour assurer de l'hébergement ;
  - **3,2M€** afin d'offrir des logements accompagnés ;
  - **1,9M€** pour structurer le dispositif de veille sociale ;
  - **0,33M€** pour contribuer à la distribution de l'aide alimentaire (+90 % par rapport à 2022) ;
- **1,073M€** pour financer des mesures d'accompagnement vers et dans le logement.

## Séminaire Logement d'Abord

**Le 17 octobre 2023, le Département Logement d'Abord de la DDETS a organisé un séminaire réunissant l'ensemble des acteurs haut-savoyards du logement social et de l'hébergement.**

Cette rencontre a été l'occasion de présenter aux partenaires locaux les initiatives remarquables en matière d'accès au logement des publics en difficulté (habitat mobile, partenariats financiers, mesures d'accompagnement dédiées...).

La Direction Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement (DIHAL) est également venue présenter la démarche du logement d'abord.



Les 80 participants et la présence de la DIHAL ont ainsi permis des échanges constructifs et prometteurs qui favoriseront le développement du logement d'abord sur le département haut-savoyard

## Un chez soi d'abord

**Portée par l'association Axihome, l'expérimentation, « Un chez-soi d'abord » a été validée et pérennisée grâce au soutien de l'ARS 74 et de la DDETS.**

Ce dispositif, financé à hauteur de 1M€ / an par l'État (santé et social), vise à accompagner vers du logement pérenne des personnes avec un long parcours de rue et une santé mentale fragile.

L'objectif est de fournir un logement à ces personnes pour qu'elles puissent se rétablir et ainsi les aider à réaliser leurs projets d'insertion et retrouver leur place dans la société.

Implanté dans le Genevois et le Chablais, Axihome va progressivement passer de 25 places à 55 places d'ici les prochaines années.



# Appui aux entreprises et compétences

## Les restructurations

- 543 licenciements pour motif économique ont été notifiés à la DDETS dont 71 % de moins de 10 salariés.

## Activité partielle

- 378 renouvellements d'autorisation d'activité partielle de longue durée ont été validés, principalement dans le secteur industriel.
- 244 demandes d'activité partielle classique (3 à 6 mois) commun ont été déposées dont 130 pour motif économique.

## Formation des salariés

**727 587 €** engagés par les opérateurs de compétences au titre du FNE formation pour financer 1088 actions de formation dans le domaine de la transition numérique ou écologique.

## Service à la personne

La DDETS délivre les récépissés de déclaration et agréé les organismes de service à la personne en fonction des activités et des publics concernés.

**145** récépissés de déclaration ont été délivrés en 2023.

## Accès à la qualification

### Soutien aux groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)

- **142 248 €** engagés pour l'accompagnement de **115 personnes** en difficultés par les GEIQ dans les secteurs du BTP, de l'industrie et des transports.
- 13 GEIQ interviennent en Haute-Savoie.

### Promotion de l'alternance

- **8 530 contrats d'apprentissage** ont été conclus en Haute-Savoie dont 238 enregistrés par la DDETS dans le secteur public.
- En complément, **829 contrats de professionnalisation** ont été validés par les opérateurs de compétences.

### Politique de certification

- **158 sessions d'examen** ont été validées par la DDETS
- **840 candidats** ont été accueillis
- La DDETS a validé 25 parcours VAE (validation des acquis de l'expérience) par le biais d'un titre professionnel.



## *Appui aux filières professionnelles*

### **Le soutien au recrutement de la filière gérontologie**

La DDETS a soutenu la création d'une plateforme de promotion des métiers, de mutualisation des candidatures et des parcours d'intégration : 13 employeurs issus de la filière gérontologie ont pu en bénéficier

### **L'impact de l'évolution climatique sur les ressources humaines dans les entreprises du décolletage et de l'artisanat**

Près de 80 000 € ont été engagés pour accompagner le syndicat national du décolletage (SNDEC) et la chambre de métiers et de l'artisanat, pour :

- diagnostiquer des conséquences du réchauffement climatique sur les compétences des salariés et leurs conditions de travail,
- organiser des groupes d'échanges de bonnes pratiques, construire des parcours de formation expérimentaux adaptés.

### *Promotion de la validation des acquis de l'expérience (VAE)*

55 000 € ont été engagés pour informer et orienter les salariés des petites et moyennes entreprises de Haute-Savoie et les publics migrants vers l'accès à la qualification par la VAE.

### *Accompagnements des mutations économiques*

Financée par la DDETS et pilotée par les organisations professionnelles, la plateforme départementale d'appui aux mutations économiques accompagne les TPE-PME dans leurs projets (recrutement, marque employeur, ingénierie de formation, diversification de leur activité, l'amélioration de leur dialogue social). Depuis 2020, 692 entreprises ont été accompagnées par la plateforme dont 328 en 2023.



# Emploi et solidarités

## Contrats aidés

- **501** contrats aidés ont été signés en 2023.

## Insertion par l'activité économique

- **11 235 348 €** soit l'équivalent de 761 ETP pour financer des aides aux postes pour **40 structures** de l'IAE qui ont employé près de 2 400 salariés en insertion en 2023.
- 2 créations d'entreprise d'insertion.

## Économie sociale et solidaire

- **25 agréments** entreprise solidaire d'utilité sociale (ESUS) et **17 entreprises agréées** société coopérative de production (SCOP).
- **53 associations** accompagnées par France Active Savoie Mont Blanc sur le volet ressources humaines, gouvernance et gestion financière dans le cadre du dispositif local d'accompagnement (**DLA**) pour un financement DDETS de **84 750 €**.

## Intégration des publics migrants

- **7 050 733 €** mobilisés pour financer les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) et l'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile (HUDA).
  - **517 places** en CADA réparties sur **4 opérateurs** (création de 50 places en 2023).
  - **642** en HUDA réparties sur **2 opérateurs** (création de 22 places en 2023).
- **821 979 €** pour financer le centre provisoire d'hébergement (CPH) de 85 places pour les bénéficiaires de la protection internationale.
- **342 005 €** dont 70 000 € à destination du public ukrainien, pour favoriser leur intégration par l'apprentissage de la langue française, l'accès aux droits, au numérique et l'accompagnement des réfugiés vers l'emploi et le logement.
- **39 500 €** pour le diagnostic préalable au déploiement d'AGIR (Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés) qui se déploiera en 2024.

## Résorption des squats et bidonvilles

- **407 934 €** mobilisés pour l'accompagnement social spécialisé des publics intra-européens (Roms) vivant dans les squats et bidonvilles, les véhicules dortoirs et les espaces temporaires d'insertion (ETI) situés sur la commune d'Annecy et l'agglomération annemassienne.
- Environ **600 personnes** accompagnées dont 294 en squats ou bidonvilles, 100 en ETI et 211 de manière diffuse sur le territoire.

## Politiques solidaires

- Soutenir la **protection de l'enfance** est une orientation forte de l'État, qui s'est traduite par la signature d'une convention 2022-2024 entre le conseil départemental, le préfet (DDETS) et l'agence régionale de santé (ARS) au titre de la prévention et protection de l'enfance. Ainsi, la DDETS a apporté son soutien financier au département à hauteur de **1 113 852 €** en 2023.
- **45 pupilles de l'État** suivies par la DDETS et 12 conseils de familles réunis en 2023.
- **688 mesures de protection des majeurs** portées par 27 mandataires individuels représentant un budget total de **670 823 €**.
- **3 019 mesures de protection** par les 2 services tutélaires du département représentant un budget de **5 147 603 €**.
- Un service pour l'accompagnement des tuteurs familiaux (ISTF) avec le suivi de **47 familles** et un financement DDETS de **21 315 €**.
- **144 (VAO)** séjours de Vacances Organisées Adaptées déclarés en 2023 pour les personnes porteuses d'un handicap et **16 contrôles réalisés**.
- **383 296 €** alloués aux paiements des aides sociales de l'État.



## Signature du nouveau schéma départemental des services aux familles 2022-2026

Yves Le Breton, préfet de la Haute-Savoie a signé le 4 avril 2023, le schéma départemental des services aux familles (SDSF), en présence de la CAF, du département et de l'association des maires

3 orientations thématiques partagées structurent le schéma :

- Accompagner et soutenir la parentalité
- Diversifier et soutenir les modes d'accueil du jeune enfant
- Accompagner les jeunes du territoire



## Semaine de l'intégration des étrangers primo-arrivants en France

La direction générale des étrangers en France et ses partenaires ont organisé pour la troisième année consécutive la semaine de l'intégration des étrangers primo-arrivants. Elle s'est déroulée du 16 octobre 2023.

Le préfet a souhaité mettre en lumière 2 dispositifs :

- **Ateliers socio-linguistique (ASL)** portés par le CCAS de la ville d'Annecy ayant pour prestataire l'association Weavers qui déploie 7 ateliers sur la commune.
- Une initiative mise en œuvre par la FOL 74 : **les 10 ans du « SAIFER »**. Le Service d'Accompagnement et d'Insertion des Réfugiés (SAIFER) a pour mission l'accompagnement au plan départemental des bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) résidant en Haute-Savoie (70 nouveaux parcours par an).



# Politiques transversales

## Prévention et lutte contre la pauvreté

**Lutter contre la pauvreté et l'exclusion est une priorité de l'État formalisée par la signature d'une convention avec le conseil départemental. Elle a permis de mobiliser 462 000 € pour lutter contre la pauvreté et faciliter l'accès à l'emploi en 2023.**

La stratégie de lutte contre la pauvreté a permis de financer 19 actions pour le territoire :

- La lutte contre la précarité menstruelle ;
- La mobilisation du fonds d'innovation pour la petite enfance ;
- l'accès à une alimentation durable pour les personnes les plus précaires ;
- l'accès aux droits des plus démunis, l'insertion et la formation des professionnels de la petite enfance.

**quatre Points Conseils Budget** accompagnent les personnes en risque ou en situation de surendettement. La Haute-Savoie est ainsi l'un des 12 départements retenus pour l'expérimentation « aide budget ».

Plus d'un million d'euros sont mobilisés pour soutenir des initiatives locales en 2023.

## Politique Jeunes (16-25 ans)

- **3 857 355 € mobilisés** pour les 4 Missions locales jeunes du département.
- **8 373 jeunes accompagnés** par les Missions locales dont **3 530 jeunes ont pu accéder à l'emploi ou à la formation**
- **2 589 jeunes ont signés un contrat d'engagement jeunes (CEJ)** avec Pôle emploi ou les Missions locales.
- **854 000 € mobilisés** par les Missions locales pour des allocations ponctuelles aux jeunes.
- **201 actions de parrainage** déployées.

## Handicap et santé / précarité

**Soutien à l'« Allô Maltraitance » — ALMA 74,** numéro dédié aux personnes âgées ou en situation de handicap, pour **8 000 €.**

## Handicap

- **42 474 € de contribution** au fonds départemental de compensation du handicap, pour le fonctionnement du comité de gestion du fonds, porté par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

## Dispositif emploi accompagné

- 86 personnes disposant d'une RQTH (reconnaissance travailleur handicapé) sont suivies par la plateforme emploi accompagné, portée par Messidor.

## Soutien aux entreprises adaptées

- **9 Entreprises adaptées soutenues à hauteur de 5 908 022 €** pour des emplois de travailleurs handicapés (271 ETP et 37 emplois tremplin).

## Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives

- **78 500 €** pour le soutien de 5 actions de prévention contre les addictions.

## Politique de la ville dans les quartiers

**490 000 € mobilisés pour les quartiers prioritaires** d'Annemasse, Gaillard, Saint-Julien-en-Genevois, Cluses, Thonon-les-Bains, Bonneville, dont 213 370 € pour les Programmes de réussite éducative.

- **58 313 € consacrés aux Quartiers d'été** pour des actions de cohésion sociale.
- **409 000 € mobilisés dans le cadre des Cités éducatives** de Bonneville et d'Annemasse.
- **7 conventions adultes-relais** permettent le recrutement de médiateurs au sein des quartiers.

Au total, 140 actions portées par des associations ou des collectivités pour un montant de 957 190 €.

Les actions de concertation ont été lancées courant 2023 pour Les futures contractualisations « engagement 2030 ».

### De la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté au pacte des solidarités

Le Pacte des solidarités amplifie et renouvelle l'ambition transformatrice de la précédente Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté conduite depuis 2018 avec comme leviers d'action majeurs : **la prévention de la pauvreté, à travers une politique de lutte contre les inégalités à la racine, dès la petite enfance, et la sortie de la pauvreté, par l'accompagnement au retour au travail pour tous.**

4 axes prioritaires composent le pacte des solidarités :

- 1) Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance ;
- 2) Amplifier la politique d'accès à l'emploi pour tous (en lien avec la réforme France Travail) ;
- 3) Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits ;
- 4) Construire une transition écologique et solidaire.

Le pacte des solidarités se décline aussi au niveau local. Afin de préparer la mise en œuvre du pacte des solidarités en Haute-Savoie, la DDETS a été accompagnée par le cabinet AMNYOS pour établir un état des lieux de la situation de la pauvreté pour identifier les actions prioritaires à conduire en concertation avec les partenaires.



#### ***Une concertation large pour faire émerger des propositions d'actions et de répondre aux enjeux soulevés dans le diagnostic territorial***

3 ateliers, regroupant chacun plus de 30 personnes, ont été organisés sur les thématiques suivantes :

- Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance
- Favoriser l'accès à l'emploi pour tous pour sortir de la pauvreté
- Lutter contre la grande exclusion, favoriser l'accès aux droits et permettre l'accès à une alimentation durable de qualité pour tous.

Ces ateliers, animés en intelligence collective, ont permis à des représentants des associations, des collectivités locales et des administrations d'échanger et d'identifier des actions prioritaires à envisager pour 2024 et les années suivantes.

# Le système d'inspection du travail

## L'inspection du travail

**2 379 interventions** dont :

- 1 470 contrôles ;
- 509 enquêtes (accidents du travail, salariés protégés...);
- 331 examens de documents ;
- 69 réunions en entreprise (participations au comité social et économique).

**1 898 suites à interventions** dont :

- 1 245 observations écrites ;
- 392 décisions de ruptures de contrats de salariés protégés au titre de leur mandat ;
- 43 rapports aux parquets ;
- **147 décisions d'arrêts de travaux** ont retiré 333 salariés d'une situation de danger grave et imminent.

### Les sanctions

- 34 procès verbaux ;
- 2 transactions pénales ;
- 1 décision d'arrêt d'activité.

**Les actions prioritaires 2023-2025** ont été déclinées sur la base de deux campagnes nationales et d'une campagne régionale ainsi que sur la feuille de route départementale de la Haute-Savoie .

Ainsi, en 2023 dans le département, on décompte **770 interventions** sur des actions prioritaires dont près de 59 % ont concerné les chantiers de bâtiment :

- 31 interventions : Campagne Nationale Temps Partiel ;
- 63 interventions : Campagne Nationale Équipements de Travail ;
- 164 interventions : Campagne Régionale Prestations de Service Internationales (PSI) ;
- **453 interventions** : Action Départementale ARA-74 **chute de hauteur** et coordination BTP ;
- 59 interventions : Action Départementale ARA-74 conditions d'emploi des saisonniers.

## Appui Politique travail

### Renseignements en droit du travail

8221 réponses juridiques apportées aux usagers dont

- 5 846 par téléphone ;
- 1 225 par courriels ou courriers ;
- 1 150 rendez-vous physiques.

### Les conseillers du salariés

- Nouvelle liste arrêtée le 02 octobre 2023 pour 3 ans de 52 conseillers du salarié.

### Les ruptures conventionnelles

- 6 657 demandes d'homologation de ruptures conventionnelles.

### Le travail du dimanche

- 24 demandes de dérogations préfectorales au repos dominical.

## Dialogue social

**1 291 accords d'entreprises** déposés dont :

- 692 sur l'épargne salariale ;
- 152 sur la durée du travail ;
- 52 sur le sujet de l'égalité professionnelle.

**3 réunions de l'observatoire du dialogue social**

se sont tenues en direction des TPE sur les thématiques suivantes :

- Épargne salariale ;
- Télétravail ;
- Égalité professionnelle.

## Restructuration et revitalisation

- **704 licenciements pour motif économique** ont été notifiés à la DDETS (+ 24,82 % par rapport à 2022) :
- **205 salariés** ont bénéficié d'un accompagnement dans le cadre de **5 plans de sauvegarde pour l'emploi (PSE)** et de 2 ruptures conventionnelles collectives (RCC) dans le secteur du tertiaire.

## Conseil médical départemental

591 dossiers instruits dont :

- 411 pour le Conseil médical restreint ;
- 180 pour le Conseil médical plénier.

## Colloque sur les constructeurs de maisons individuelles (CMI)

Face à une insuffisante prise en compte des risques de chutes de hauteur dans les chantiers, le colloque du 21 novembre 2023, porté par la DDETS 74 et les principaux préventeurs, a responsabilisé l'ensemble des acteurs sur une meilleure prévention des accidents.

Une présentation de la réglementation a permis de faire le point sur la mission de Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé (CSPS) et sur les solutions opérationnelles de mise en commun des protections collectives, s'agissant des travaux en hauteur.

### Les pistes d'amélioration

Les échanges nourris entre la soixantaine d'acteurs de la filière ont été l'occasion d'évoquer des axes d'amélioration et des bonnes pratiques :

- Meilleure communication entre les différents corps de métier ;
- Sensibilisation aux missions du CSPS ;
- Réunions pratiques avec les responsables opérationnels des entreprises...

### Le groupe de travail

Les avancées du groupe de travail « **Mise en commun des moyens de prévention dans le collectif** » (**Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre**) ont permis la production d'une ressource documentaire technique précieuse. Un atelier collectif est prévu en février 2024 et une présentation générale des travaux du groupe en juin 2024.



### Améliorer l'attractivité

De meilleures conditions de prévention contribueront également à donner une image plus favorable du secteur. L'attractivité des métiers du BTP passe aussi par l'amélioration des conditions de travail et des conditions de sécurité.

## Travail du dimanche : journée de contrôles du 19/11/2023

Afin de stopper l'ouverture irrégulière des commerces du centre-ville d'Annecy les dimanches non autorisés, une journée de contrôles a été programmée un dimanche pour lequel aucune dérogation n'avait été accordée.

Au total une quarantaine d'établissements ont été contrôlés par les inspecteurs du travail des 3 unités de contrôle :

- Le matin, les contrôles se sont concentrés sur les établissements de commerce non alimentaire de la Vieille ville d'Annecy ;
- L'après-midi les contrôles ont porté sur une dizaine d'établissements annéciens de commerce alimentaire, qui n'étaient pas autorisés à employer des salariés après 13 h.



### Infractions et suites à donner

- Des infractions à la réglementation ;
- Quelques situations de travail dissimulé.

Un rappel à la loi a été réalisé qui sera suivi de sanction pour les établissements qui se retrouveraient en infraction lors d'une contre-visite.

# La délégation aux droits des femmes et à l'égalité

La Déléguée Départementale aux Droits des Femmes se mobilise sur deux champs d'intervention prioritaires : l'égalité professionnelle et la lutte contre les violences faites aux femmes, grande cause nationale

En France, une femme meurt tous les deux jours et demi sous les coups de son compagnon ou ex compagnon.

**En Haute Savoie : 1 632 femmes ont déposé plainte pour violences conjugales en 2023** (recensement Police Nationale et Gendarmerie).

La DDETS finance **108 places d'hébergement** à destination des femmes victimes de violences.

Cinq associations interviennent auprès de cette population :

- **Espace Femmes** en tant que « référent violences conjugales » et qui couvre tout le département
- **L'AVIJ** en tant que Bureau d'Aide aux Victimes auprès des trois tribunaux judiciaires: Annecy, Bonneville et Thonon les Bains.
- **Le CIDFF** (Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles) qui tient des permanences dans tout le département.
- Les associations **OSTARA** à Annecy et **Women Safe and Children 74** dans le chablais.

**4 Intervenants Sociaux en Commissariat et Gendarmerie** (ISCG) sont répartis dans le département (à Annecy, Annemasse, en vallée de l'Arve et dans le Chablais).

**10 sessions de Formations** des forces de l'ordre à l'accueil et l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales ont été réalisées auprès de plus d'une **centaine de gendarmes**.

## FOCUS



Le colloque "le continuum des violences faites aux femmes" qui a eu lieu le 25 novembre 2023 a rencontré un vrai succès

Après un temps institutionnel a succédé une conférence inversée afin de donner la parole aux victimes

235 professionnels ont participé à cet événement ;

Une session de sensibilisation spécifique sur les violences conjugales a également été organisée à l'attention de tous les élus de la Haute Savoie.



# CHIFFRES CLÉS



## Les moyens financiers dédiés aux politiques portées par la DDETS

Accès et retour à l'emploi (dont insertion par l'activité économique)	25 153 000 €
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	451 531 €
Intégration et accès à la nationalité	1 203 000 €
Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives	78 500 €
Urbanisme et amélioration de l'habitat	891 000 €
Quartiers politique de la ville	965 000 €
Handicap et dépendance	50 500 €
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	19 323 000 €
Immigration et asile	16 468 500 €
Inclusion sociale et protection des personnes	3 719 500 €
Délégation aux droit des femmes et à l'égalité	234 500 €

## La DDETS de Haute Savoie est implantée sur 2 sites

Cohésion sociale  
Logement et hébergement  
Emploi et solidarités  
Politique de la ville  
handicap

3, rue Paul Guiton  
74 000 Annecy



Inspection du travail  
Appui aux entreprises  
Délégation aux droits des femmes  
et à l'égalité  
Conseil médical

48, avenue de la République  
74 960 Cran-Gevrier



Retrouvez les contacts de la DDETS à l'adresse suivante :

[www.haute-savoie.gouv.fr/Services-de-l-Etat/Direction-departementale-de-l-emploi-du-travail-et-des-solidarites/DDETS](http://www.haute-savoie.gouv.fr/Services-de-l-Etat/Direction-departementale-de-l-emploi-du-travail-et-des-solidarites/DDETS)